



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/809
S/1998/174
27 février 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 61 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 27 février 1998, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 27 février 1998, qui vous est adressée par S. E. Mr. Aytuğ Plümer, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 27 février 1998, adressée au Secrétaire général
par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer aux lettres, datées des 10 et 23 février 1998, que vous a adressées le représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies et qui contiennent des allégations concernant des "violations de l'espace aérien de la République" (A/52/793-S/1998/120 et A/52/800-S/1998/149).

Je voudrais rappeler que des accusations analogues concernant de prétendues "violations de l'espace aérien" ont été rejetées catégoriquement dans des communications successives que nous vous avons adressées, la plus récente étant ma lettre du 19 janvier 1998 (A/52/773-S/1998/57, annexe). Qu'il me suffise de redire ici que les vols ayant lieu dans l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord sont effectués au su des autorités compétentes de l'État et avec leur plein consentement – État sur lequel le régime chypriote grec usurpateur du sud de l'île n'a aucune juridiction et à propos duquel il n'a nullement son mot à dire.

Le déluge d'accusations lancées par l'administration chypriote grecque au sujet des prétendues "violations de l'espace aérien" procède de ses revendications insoutenables à la souveraineté et à la juridiction sur l'ensemble de l'île. Ces accusations visent à détourner l'attention de la politique d'escalade de la tension que la partie chypriote grecque mène activement avec l'appui de la Grèce. La partie chypriote grecque renforce son arsenal et ses forces armées par un programme de militarisation extrêmement coûteux. La construction de la base militaire aérienne Andréas Papandréou à Paphos et la décision de déployer des armes de pointe, par exemple le système de missiles S-300, dans le contexte de la "doctrine de défense commune" entre l'administration chypriote grecque et la Grèce, marquent un tournant extrêmement dangereux du renforcement de l'appareil militaire dans le sud de l'île. Il s'agit là d'événements très perturbants, qui visent à modifier l'équilibre militaire en faveur de la Grèce, déstabilisant ainsi la région.

Tous ceux qui souhaitent le règlement pacifique de la question de Chypre doivent appeler l'attention de la partie chypriote grecque sur les dangers que comporte sa politique d'escalade de la tension dans l'île. Les Chypriotes grecs doivent se rendre compte que la militarisation de Chypre et le refus de laisser les Chypriotes turcs exercer leurs droits égaux à la souveraineté sont les principaux facteurs qui empêchent de progresser vers un règlement pacifique de la question.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
